

<http://lipietz.net/Construire-une-Europe-enfin-digne-d-etre-aimee>

Construire une Europe enfin digne d'être aimée

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: samedi 6 mai 2000

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Nous avons besoin de l'Europe. Cela fait pas mal d'années que j'en ai une quasi-certitude. Et même si j'ai souvent été déçu, révolté par la manière dont elle se construisait essentiellement par le marché et par la monnaie.

Nous avons besoin de l'Europe. Cela fait pas mal d'années que j'en ai une quasi-certitude. Et même si j'ai souvent été déçu, révolté par la manière dont elle se construisait essentiellement par le marché et par la monnaie.

Si nous voulons que le politique puisse faire entendre sa voix face aux marchés, si nous voulons que la mondialisation ne soit pas synonyme de libéralisme effréné, si nous voulons que le réchauffement de la planète n'entraîne pas la destruction du Bangladesh, si nous voulons que la malbouffe n'envahisse pas nos assiettes (et je pourrai multiplier les exemples), que faire ? Seule l'Europe politique peut nous aider. Chacun d'entre nous sent bien qu'il n'y aura de régulation politique qu'au niveau européen, qu'il nous faut "plus d'Europe pour mieux d'Europe". Même ceux qui, hier, à gauche étaient encore bien réticents.

Mais cela n'est pas suffisant C'est vrai. Et chacun d'entre-nous le ressent aussi. Même ceux qui ont longtemps fermé les yeux sur les 20 millions de chômeurs et son cortège de malheurs et de misères engendrés par la construction de l'Union économique et monétaire. Ceux-là prennent conscience qu'il ne suffit plus de décider d'en haut de faire l'euro, qu'il est temps de recueillir les fruits des sacrifices passés. Le prix a été assez chèrement payé. L'Europe est notre seule chance de donner un visage humain à la mondialisation pour qu'elle soit au service des peuples et non des multinationales, mais pour réussir, cette Europe doit être digne d'être aimée. Avec l'Acte unique, avec le Traité de Maastricht, l'Europe a choisi de s'accoucher elle-même dans la douleur de "l'horreur économique". Qu'au moins cette somme de sacrifices ait servi à quelque chose ! Que les peuples et les gouvernements ne s'enferment pas dans une culture du désespoir et du repli.

Il faut oser aller plus loin. Vers plus d'Europe. Oui, il faut généraliser la co-décision. Oui, il faut généraliser la majorité au Conseil, et oui, il faudra sans doute aussi des coopérations renforcées. On n'est pas européen quand on maintient la règle de l'unanimité des États-nations, quand à la première difficulté, on invoque l'intérêt national, quand on se réfugie à derrière un système intergouvernemental sans contrôle démocratique et avec une citoyenneté qui se résume à voter tous les cinq ans pour élire un Parlement qui n'a même pas l'audace d'assumer ses faibles pouvoirs. Alors, oui, à la charte des droits fondamentaux, à la réaffirmation des valeurs et des principes essentiels qui sont au coeur du projet européen (l'exigence de paix, de démocratie, de solidarité, de cohésion sociale). À condition qu'elle ne soit pas un bout de papier inutile mais une déclaration innovante dans les droits qu'elle reconnaît (droits sociaux, droits environnementaux), et surtout contraignante pour les États, trop peu soucieux des citoyens.

Sinon, rien ne pourra se construire. Ce qui pouvait à la rigueur fonctionner à six est plus difficile à neuf, à douze et encore plus à quinze. La paralysie se fait déjà sentir. Avec le refus d'un seul pays, c'est toute une politique qui est bloquée. On le voit aujourd'hui avec la question de la fiscalité du capital et de la fiscalité environnementale. A cause de la Grande-Bretagne, on continue à faire peser tout le poids de l'impôt sur les seuls revenus du travail, à cause de l'Espagne, on retarde la pollutaxe-énergie alors que l'Europe devra avoir diminué ses gaz à effet de serre de 8 % en 2008. Imaginez, à 30 après l'élargissement !

L'Europe est à un tournant de son histoire. Elle peut s'enliser dans l'intergouvernemental où chacun ne regarde que son intérêt national, se diluer dans un vaste marché unique, dans une union monétaire. Elle peut devenir une véritable force politique à condition qu'elle soit digne d'être aimée : c'est-à-dire démocratique, sociale et écologique.

Construire une Europe enfin digne d'être aimée

Maastricht a fixé des objectifs quantifiés en matière d'inflation et de déficit public, chaque pays a gardé le choix des moyens. Faisons de même en matière d'emploi. Fixons un objectif de 10 % de réduction du temps de travail effectif pour tous les pays d'Europe, fixons un objectif de convergence des salaires horaires minimaux. L'Europe peut espérer converger d'ici une dizaine d'années vers la semaine de quatre jours. Il ne faut pas attendre. Ce sont aux pays les plus riches de montrer l'exemple.

Une autre Europe est possible. Raison de plus pour se mettre au travail tout de suite. La France va gérer, pendant sa présidence de l'Union européenne au second semestre de l'an 2000, deux échéances décisives : les conclusions de la Conférence inter-gouvernementale (CIG) et l'adoption de la Charte des droits fondamentaux. Dans les deux cas, les aspirations essentielles de la majorité plurielle de ce pays (socialiste, écologistes, communistes) sont engagées. Il va falloir choisir entre l'audace ou l'enlisement [1]. L'avenir des forces progressistes en Europe se joue aujourd'hui. Puisse cette réunion sceller l'accord entre nous sur la marche à suivre.

PS:

Colloque organisé par Espaces-Marx, l'OURS, le cercle Condorcet, la Fondation René Dumont, L'Appel des économistes pour sortir de la Pensée unique, etc.

Actes édités par Espaces-Marx, novembre 2000.

[1] Titre de [mon livre](#) paru en 1984.